MS21 MOUVEMENT POUR UN SOCIALISME DU 21e SIÈCLE



Publié le 11 mai 2019

LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

INDEPENDANTE DES PEUPLES MAIS PAS DES MARCHES

La Banque centrale européenne (BCE) est la banque centrale de l'Union Européenne (UE) responsable de l'euro. Sa principale mission consiste à maintenir le pouvoir d'achat de l'euro, la stabilité des prix et à contrôler l'inflation dans la zone euro. Sa création, prévue par le traité de Maastricht en 1992, s'est réalisée le 1er juin 1998. Son siège est à Francfort. Le Traité de Lisbonne a fait de la

BCE une instance à part entière de l'UE.

Missions de la BCE et de l'Eurosystème

La BCE émet l'euro, définit la politique monétaire unique des pays de la zone euro et prend les décisions nécessaires à sa mise en œuvre. La crise financière 2007-2008 a contraint la BCE à assumer un objectif de stabilisation financière (contrôle bancaire dans le cadre du mécanisme de surveillance unique (MSU)) .

La BCE doit réaliser les missions fondamentales du **Système européen de banques centrales** (SEBC), qui rassemble les banques centrales nationales des 28 États membres. L'**Eurosystème**, composé de la BCE et des banques centrales des 19 pays membres de la zone euro, définit et met en œuvre la politique monétaire unique, gère les réserves et conduit les opérations de change.

La BCE est strictement indépendante vis-à-vis des États de l'UE et des autres institutions européennes.

La BCE a l'interdiction de financer directement les dettes publiques des États membres de la zone euro.

Organisation

« *Les organes de décision de la Banque centrale européenne sont :*

- ***Le conseil des gouverneurs*** *qui comprend l'ensemble des membres du directoire de la BCE et les gouverneurs et présidents des banques centrales nationales (BCN) des pays de la zone euro. Principal organe de décision de la BCE, il définit la politique monétaire de la zone euro, décide du niveau des taux d'intérêt, coordonne l'action des banques centrales.*
- ***Le directoire*** *qui se compose du président de la BCE, du vice-président et de quatre autres membres. C'est l'organe de décision opérationnel de la BCE et de l'eurosystème. Il prépare les réunions du conseil des gouverneurs, est chargé de la mise en œuvre de la politique monétaire et de la gestion courante de la BCE.*

- ***Le conseil général*** *qui se compose du président et du vice-président de la BCE, ainsi que des gouverneurs et présidents des banques centrales nationales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Organe représentatif du système européen des banques centrales (SEBC), il a surtout une fonction d'analyse et de conseil* https://www.economie.gouv.fr/particuliers/quest-que-banque-centrale-europeenne

La BCE institution antidémocratique au service du capital et de la finance...

Le statut d'indépendance de la BCE est officiellement justifié ainsi : "*L'indépendance de la banque centrale se justifie par la nécessité de distinguer entre le pouvoir d'engager des dépenses et celui de créer la monnaie. Un gouvernement appelé à se représenter devant les électeurs pourrait être tenté d'abaisser les taux d'intérêt, ce qui stimulerait l'économie à court terme mais alimenterait l'inflation à plus long terme, réduisant, à terme, l'endettement public*" (https://www.touteleurope.eu/actualite/la-banque-centrale-europeenne-bce.html)

La politique prônée par la BCE est strictement monétariste : il faut combattre l'inflation en limitant la quantité de monnaie créée, même si cela se fait au détriment de la croissance et de l'emploi. Au prétexte d'une saine régulation de l'économie face à la menace inflationniste, la BCE dessaisit les États de leur politique monétaire.

La BCE ne montre pas un esprit d'indépendance aussi farouche vis-à-vis des marchés financiers et de leurs acteurs, son obsession monétariste trahit sa complaisance avec ceux-ci. Cette institution non élue dispose de pouvoirs exorbitants afin d'imposer, le cas échéant, ses réformes à des gouvernements légitimement élus sur des programmes opposés aux orientations de la BCE. L'exemple grec l'a assez démontré. Outrepassant son domaine de compétence, la politique monétaire, la BCE fait la promotion des politiques d'austérité, de libéralisation du marché du travail et de baisse des dépenses publiques.

La BCE a lancé en 2015 un "**programme d'achat d'actifs**" (Quantitative Easing), une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Il s'agit d'une politique de fourniture de liquidités aux banques sans aucune contrepartie en termes de contrôle de l'activité de ces banques.

...ou au service des peuples.

Les statuts de la BCE devraient être profondément modifiés afin de la mettre au service des peuples. Malheureusement, cela est impossible dans le cadre actuel des traités européens. La révision des statuts de la BCE est une chimère dans une UE à 28 pays dominée par l'idéologie néolibérale et où l'unanimité est nécessaire pour toute modification des traités.

La solution la plus raisonnable est aussi la plus radicale : il faut sortir de l'UE et de l'euro et retrouver l'indépendance de notre politique monétaire nationale. Pour cela il faudra redonner à la Banque de France un statut d'autonomie. En effet, en cas de dépendance totale au pouvoir étatique, la création monétaire pourrait devenir incontrôlée. La politique monétaire devra être définie par le Parlement. Le monopole de création monétaire reviendra à la Banque de France.

Ainsi pourra être amorcée une politique de rupture franche avec le carcan néolibéral, amenant à la définanciarisation de notre économie.